

## "L'organisation de la défense occidentale et le projet d'armée européenne" dans La Gazette de Lausanne (1er septembre 1951)

**Légende:** Le 1er septembre 1951, la Gazette de Lausanne pointe les raisons pour lesquelles il lui apparaît nécessaire que la République fédérale d'Allemagne (RFA) participe à la défense occidentale.

**Source:** La Gazette de Lausanne. et Journal suisse. Réd. Chef Béguin, Pierre. 01.09.1951, n° 207; 154e année. Lausanne. "L'organisation de la défense occidentale et le projet d'armée européenne", auteur:Rigassi, Georges , p. 1.

**Copyright:** (c) La Gazette de Lausanne

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/"l\\_organisation\\_de\\_la\\_defense\\_occidentale\\_et\\_le\\_projet\\_d\\_armee\\_europeenne"\\_dans\\_la\\_gazette\\_de\\_lausanne\\_1er\\_septembre\\_1951-fr-e11debd0-f675-424c-9698-7358fedc364b.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 14/05/2013

## Les prochaines conférences internationales

### L'organisation de la défense occidentale et le projet d'armée européenne

PAR GEORGES RIGASSI

Septembre sera décidément, cette année, un «grand mois diplomatique et politique». Après San Francisco, les conférences de Washington et d'Ottawa aborderont des problèmes dont la solution intéresse au premier chef l'Europe. Aussitôt signé le traité de paix japonais, les ministres des affaires étrangères des Etats-Unis, de France et de Grande-Bretagne se réuniront dans la capitale américaine – aux environs du 11 septembre probablement – en vue, notamment, de mettre au point le projet relatif à la participation allemande à la défense de l'Europe. Quelques jours après, le Conseil de l'Atlantique tiendra séance à Ottawa pour examiner, entre autres, la candidature de la Grèce et de la Turquie au Pacte. Et c'est enfin à Rome, en octobre, que les décisions définitives seront prises en ce qui concerne les modalités du réarmement allemand.

Il faudrait une colonne de ce journal pour mentionner tous les problèmes d'ordre politique, militaire, financier qui figurent à l'ordre du jour de ces entretiens. On se bornera à en détacher un, dont il n'est pas exagéré de dire que sa solution peut avoir une portée incommensurable sur l'avenir du vieux continent: le projet d'une armée européenne, en liaison avec la défense de l'Occident.

\*

Tous ceux – hommes d'Etat, experts militaires, spécialistes de la politique internationale – qui ont étudié ce problème à la lumière de la froide raison sont aujourd'hui d'accord pour convenir de ce qui suit:

1. *La menace croissante d'hégémonie soviétique et l'énorme disproportion de puissance militaire qui existe entre l'URSS, aidée de ses satellites et l'Europe occidentale exigent le réarmement aussi rapide et aussi complet que possible de l'Occident – faute de quoi l'Europe occidentale risque, selon les paroles du général Koenig, d'être «coréanisée» ou «soviétisée».*

Dans sa réponse à M. Morrison, la *Pravda* a reconnu que la Russie a les mêmes effectifs sous les drapeaux qu'avant la guerre, soit 175 divisions. M. Shinwell, ministre britannique de la défense, affirme que ce chiffre de 175 concerne les divisions de ligne, auxquelles il conviendrait d'ajouter quarante autres divisions pour la défense antiaérienne et antitanks. A ces forces, l'Europe occidentale, pour l'instant, n'a à opposer qu'un nombre tout à fait dérisoire de divisions prêtes au combat.

2. *L'organisation de la défense occidentale implique nécessairement la participation de l'Allemagne.*

Le Pacte Atlantique, signé depuis deux ans, n'a de sens que s'il existe une forte armée sur le continent. Cette forte armée ne peut être constituée par les seules ressources des nations de l'Europe occidentale à l'exclusion de l'Allemagne. Militairement, la défense de l'Europe ne peut pas se concevoir sans le concours d'unités allemandes: tous les experts sont unanimes sur ce point. Ainsi que le remarque un journaliste dont la lucidité est rarement en défaut, M. J.-J. Servan-Schreiber, de *Paris-pressé-l'intransigeant*, s'opposer purement et simplement au réarmement allemand équivaut à renoncer à défendre éventuellement l'Europe: «C'est parier sur la volonté de paix de l'URSS, en acceptant évidemment en conséquence, si ce pari est faux, l'hégémonie stalinienne.»

Au surplus, peut-on demander aux soldats américains, britanniques, français, italiens de se battre un jour pour la défense de l'Allemagne occidentale, alors que les habitants de ce pays les regarderaient faire en se croisant les bras?

Mais la question se complique quand il s'agit de décider sous quelle forme se fera la contribution allemande. Car:

3. *La création d'une armée nationale allemande inquiète à juste titre les pays qui, comme la France surtout, ont subi plusieurs fois l'agression d'une Allemagne guerrière et conquérante, qui leur a infligé des maux et des pertes qui défient l'imagination.*

On comprend que les Français, en particulier, n'acceptent pas l'idée de la résurrection d'une armée nationale allemande, dont, une fois l'embryon créé, nul ne saurait réduire l'ampleur et dont on peut craindre qu'elle n'amène un jour en Allemagne l'écrasement de la démocratie politique et le réveil du militarisme.

Dès lors, que faire? Comment réaliser l'indispensable réarmement allemand sans créer une armée allemande autonome comportant ces risques graves?

\*

Il y a une solution, c'est celle dont la première idée fut lancée il y a plus d'une année, à l'Assemblée européenne de Strasbourg, à la suite d'une intervention de M. Churchill.

4. *La solution consiste à créer une «armée européenne», une armée continentale, où les troupes allemandes seraient fondues dans un ensemble international, une armée composée d'«unités européennes» – françaises, allemandes, italiennes, etc. – qui seraient rassemblées sous une autorité commune supranationale.*

Pendant cinq mois, une conférence à laquelle participaient les délégués de la France, de l'Italie, de l'Allemagne, de la Belgique et du Luxembourg a siégé à Paris pour mettre sur pied le projet d'armée européenne. Non sans peine, les délégués ont fini par se mettre d'accord, et c'est leur rapport, paraphé le 24 juillet dernier, qui sera soumis aux conférences de Washington et de Rome. Leur projet a déjà reçu le complet appui du gouvernement américain, du général Eisenhower et de M. Churchill.

Le grand avantage de l'armée européenne, disent ses promoteurs, est de ne pas laisser se reconstituer l'armée allemande, avec son grand Etat-major de funeste mémoire, et de prévenir ainsi un retour offensif du vieux militarisme germanique. Il comporte, en outre, l'avantage d'être accepté par l'Allemagne et, du point de vue politique, celui de constituer, avec la communauté charbon-acier, une étape très importante dans la voie de la formation d'une Europe unie.

Techniquement, disent les militaires (et parmi eux le général Béthouart dans le *Figaro*), la création d'une armée européenne est parfaitement réalisable. Les obstacles qui entravent sa création sont surtout psychologiques: la tradition, le sentiment national, demeurés encore si puissants dans les vieux peuples d'Europe. Est-on sûr, demandent les uns, que les soldats se battraient aussi bien si, au lieu d'appartenir à une armée nationale, ils étaient dispersés et fondus dans l'armée d'une «patrie européenne» n'ayant pour le moment qu'une existence verbale? A quoi les autres répondent en invoquant l'exemple de la Corée, où l'on voit l'armée des Nations Unies «obéir à un idéal capable d'inspirer l'esprit de sacrifice qui est l'honneur des armées nationales et où l'émulation entre les contingents des diverses nations s'est révélée d'une puissance extraordinaire».

Sans doute la solution la meilleure est-elle celle que préconise le général Béthouart: l'établissement d'une étroite liaison entre les armées nationales, dont les traditions et le particularisme seraient préservés dans toute la mesure compatible avec les buts poursuivis.

\*

Je ne prétends pas conclure, d'autant moins que le projet d'armée européenne soulève bien d'autres difficultés encore. J'ai voulu seulement exposer les éléments d'un problème qui intéresse grandement les Suisses, en leur qualité d'Européens, et de voisins de l'Allemagne et de la France.

Je me retranche derrière l'avis d'un homme d'Etat illustre auquel on ne saurait refuser le don de clairvoyance. M. Churchill a déclaré dernièrement dans un discours: «Si nous voulons défendre notre indépendance et notre liberté, l'Europe doit être défendue en bloc.» N'est-ce pas l'évidence même? L'union

fait la force. La sécurité de l'Europe dépend de son union, assise pour commencer sur des moyens communs de défense. L'armée européenne est tellement dans la logique des circonstances qu'il paraît impossible qu'elle ne se fasse pas d'une façon ou de l'autre. Pourvu que ce ne soit pas trop tard!

**G. R.**